

Conférence sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030:

Quel rôle pour la société civile?

18 octobre 2016, Berne

L'Agenda 2030 regroupe les différentes dimensions du développement durable (environnement, enjeux sociaux, économie) dans un cadre de référence. Comme agenda universel, il fait l'articulation entre les objectifs de développement classiques de la Déclaration du Millénaire et les objectifs environnementaux du processus de développement durable de Rio, et ce en leur adjoignant divers objectifs de politique sociale et de paix. La Suisse est donc également impliquée sur le plan de sa politique intérieure. Cette universalité et cette interdépendance constituent la grande chance de cet agenda mais en même temps le plus grand défi qu'il doit relever.

Pour Alliance Sud, le Centre pour la promotion de la paix (KOFF), l'Union syndicale suisse (USS) et l'Alliance-Environnement, un échange renforcé et une collaboration plus poussée entre diverses organisations de la société civile sont nécessaires pour suivre d'un œil critique la mise en œuvre de l'Agenda 2030 en Suisse et à travers la Suisse. Pour cette raison, ces quatre organisations ont invité des représentantes et représentants de la société civile suisse à une conférence à l'enseigne de « Mise en œuvre de l'Agenda 2030: Quel rôle pour la société civile? ». L'objectif était de réunir le plus large éventail possible d'organisations de la société civile afin de permettre un échange et une mise en réseau dépassant le cadre des divers domaines. Les formes de collaboration possibles et les instruments utiles à cette fin ont été au cœur des discussions.

Étalée sur une journée, la rencontre eu lieu le 18 octobre 2016 au centre Progr, à Berne. Le programme détaillé et la liste des participants figurent en annexe.



Photos: © Alliance Sud

Mapping

Méthodologie

On a profité de la participation des 50 organisations pour avoir un aperçu de leurs activités: quelle organisation travaille sur quels ODD? Pour quel ODD y a-t-il lieu d'intervenir au plan politique? Tous les participants à la conférence ont reçu trois cartes sur lesquelles ils devaient noter les ODD ou « target » au niveau desquels travaille leur organisation, la forme que prennent ces activités, respectivement ce que l'organisation concernée fait dans ce domaine et quel but plus spécifique elle poursuit ainsi. Ils devaient aussi indiquer avec quels autres ODD ils décernaient des interconnexions. Pour inventorier le besoin d'agir, chaque participant s'est vu remettre trois autocollants à répartir entre les divers ODD en fonction de l'appréciation individuelle du besoin d'intervention.

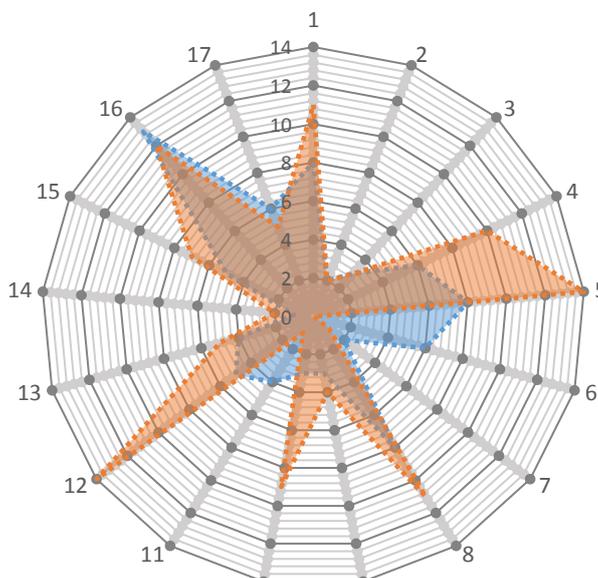
Comparaison: besoin d'agir et nombre d'organisations travaillant à l'objectif

42 organisations ont pris part à cet état des lieux. 13 organisations, un maximum, travaillent en lien avec l'ODD 16 *Paix, justice et institutions efficaces*. Arrivent en deuxième position l'ODD 2 *Faim „zéro“*, 5 *Egalité entre les sexes* et 8 *Travail décent et croissance économique*, sur lesquels travaillent dans chaque cas 8 organisations.

Le besoin d'intervention majeur a été relevé pour les ODD 12 *Consommation et production responsables* et 5 *Egalité entre les sexes*. Il est intéressant de noter que quatre organisations seulement travaillent en lien avec l'ODD 12, donc relativement peu. Par contraste, s'agissant de l'ODD 16 sur lequel un maximum d'organisations travaille, comme signalé, le besoin

BESOIN D'AGIR & CHAMP TRAVAIL

🔵 Nombre d'organisations qui travaillent sur un ODD 🟠 Besoin d'intervention



© Alliance Sud

d'agir est estimé de deuxième ordre. Une nécessité d'agir a été aussi perçue pour les ODD 2, 8 et 10 *Inégalités réduites*. Peu d'organisations, trois précisément, travaillent sur ce dernier, comme pour l'ODD 12. Une nécessité d'agir moins prioritaire a été assignée à l'ODD 14, au niveau duquel n'agit qu'une organisation. L'annexe 1 fournit une liste précise montrant quelle organisation travaille sur quels ODD. Il ne s'agit cependant que d'un premier aperçu car plusieurs organisations n'ont pas pris part à ce mapping (p. ex. ONG agricoles) et le temps était limité.



Genre d'activité

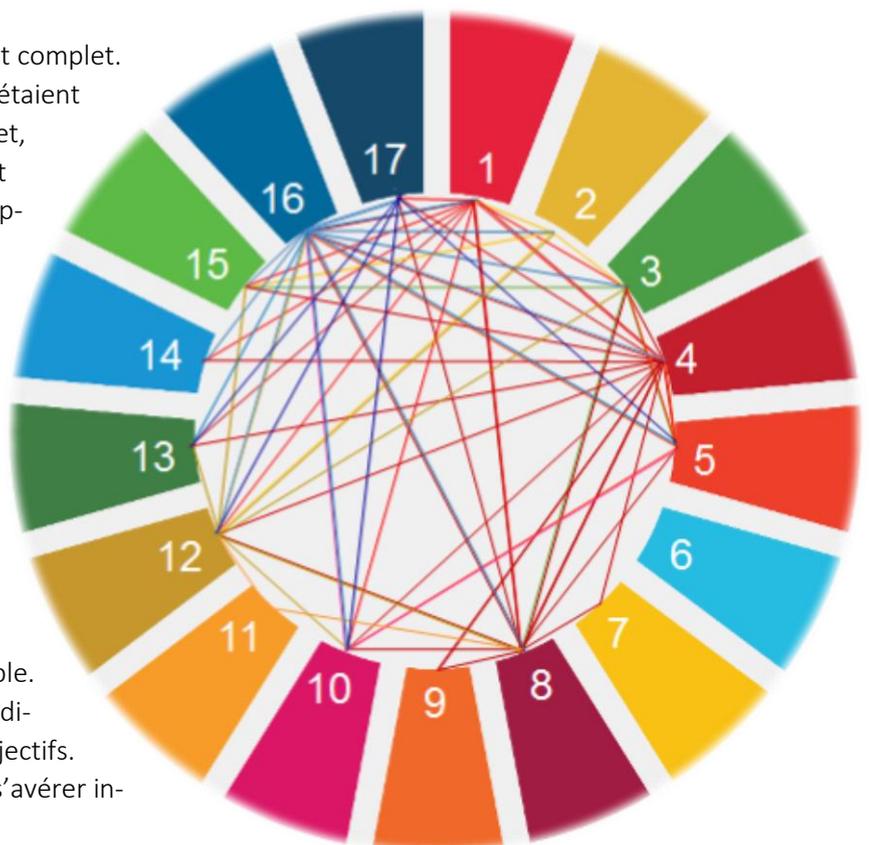
Le plus souvent, les organisations ont cité des activités pouvant être regroupées sous les termes de lobbying, de sensibilisation (manifestations, information, relations publiques) et de travail par projet (projet de développement, projets en Suisse). Les activités de plaidoyer (advocacy) et dans le domaine de la formation ont été souvent nommées également.

D'autres activités citées sont, par exemple, les papiers de position, les études et les travaux de recherche sur des thèmes spécifiques

Relations entre les objectifs

Le graphique montre comment les organisations ont évalué les relations entre les ODD. Si un lien vers un autre ODD était signalé, une ligne de la couleur de cet ODD était tracée vers l'ODD mise en relation. On notera les nombreuses interconnexions entre les ODD. Des liens ont été tracés avec quasiment tous les ODD. Des liens particulièrement nombreux sont tissés avec l'ODD 1 *Pas de pauvreté*, 4 *Education de qualité* et 16 *Paix, justice et institutions efficaces*. La plupart des organisations agissent au niveau de ces ODD.

Le mapping est un instantané pas vraiment complet. D'une part, certains champs thématiques étaient sous-représentés auprès des participants et, d'autre part, toutes les organisations n'ont pas répondu à toutes les questions. Le mapping a été mené « en passant », sans discussion approfondie. Cela pourrait par exemple expliquer pourquoi personne ne perçoit un lien avec l'ODD 6. Il est possible qu'il ait été simplement oublié ou qu'il n'ait pas été perçu comme prioritaire. Le mapping met toutefois en évidence les nombreux liens entre les ODD et montre que les objectifs ne peuvent pas être considérés isolément. Un échange intégrant les différentes expertises sur les divers thèmes serait souhaitable. De la même manière, les activités les plus diverses sont déjà en cours sur les divers objectifs. Utiliser des synergies entre elles pourrait s'avérer intéressant à l'avenir.



Débat

Groupe de discussion réunissant Friedrich Wulf, Alliance-Environnement; Mark Herkenrath, Alliance Sud; Sidonia Gabriel, KOFF; Vasco Pedrina, USS. Animation : Franziska Sigrist, swisspeace.

- L'objectif de la table ronde était de donner aux quatre organisations hôtes la possibilité de présenter leur perspective et leur vision de l'Agenda 2030, et d'en débattre.

Accent thématique versus œuvre d'ensemble cohérente

Les quatre participants à la table ronde ont tous estimé qu'un des grands défis lancés par l'Agenda 2030 était son caractère global. Dans la mesure où l'Agenda 2030 regroupe divers processus déjà lancés préalablement, il accroît la cohérence entre eux. La dimension de la cohabitation pacifique est venue compléter l'agenda. Il en résulte un cadre de référence comportant d'innombrables connections entre les différents objectifs et les processus précédemment disjoints. Dans leurs activités, les différentes organisations placent certes un accent thématique sur certains objectifs, suivant leur mandat, leur expertise et les priorités établies. Le défi à relever consistera désormais à ne pas négliger les connections vers d'autres objectifs, ce qui disloquerait l'Agenda 2030. De plus, il s'agit d'exiger de l'administration la réalisation de tous les objectifs, donc de l'ensemble de l'Agenda 2030.

Conflits d'objectifs dans l'Agenda 2030

L'Agenda 2030 aborde les thèmes les plus divers mais permet aussi une marge d'interprétation et ne donne pas toujours des directives claires. La question est désormais de savoir qui interprète ce texte et de quelle manière. Elle est des plus pertinentes si l'on songe en particulier aux conflits d'objectifs contenus dans l'Agenda 2030. Quelques-uns d'entre eux ont donné lieu à des discussions lors du forum:

- On perçoit des objectifs contradictoires entre la réalisation de l'ODD 2 (éliminer la faim) et les ODD 14 et 15 (protection des écosystèmes maritimes et terrestres). Selon les modalités de mise en œuvre de l'ODD 2, les ODD 14 et 15 peuvent être plus ou moins bien réalisés. Il faut ici des interprétations et des propositions quant à la manière de réaliser conjointement les ODD 2, 14 et 15. Comment améliorer la situation alimentaire mondiale sans détruire des forêts et des écosystèmes et mettre en place des monocultures pauvres en espèces, et sans polluer l'environnement à grand renfort d'engrais et de pesticides?
- Autre conflit d'intérêt décelé : entre l'ODD 8 (travail décent et croissance économique) qui envisage une croissance du PIB de 7% pour les pays les plus pauvres. Comment un pays peut-il garantir une telle croissance sans accélérer par trop le changement climatique ou utiliser trop de ressources naturelles? Dans certains pays ou certaines couches de population, la croissance économique est sans conteste nécessaire. A côté de la question de savoir sous quelle forme mesurer cette croissance (alternatives à la croissance du PIB), se pose la question de la redistribution. Mais l'Agenda 2030 n'aborde pas le sujet. La société civile peut sur ce point attirer l'attention sur le fait que résoudre certaines contradictions et conflits d'intérêts de l'Agenda 2030 n'est possible que moyennant une redistribution de l'utilisation des ressources.

Financement

Lors de l'adoption de l'Agenda 2030, Alliance Sud l'a désigné de « cadeau de l'ONU pour le 70^e anniversaire ». Mais la comparaison est boiteuse puisqu'on ignore qui finance la mise en œuvre. C'est comme

un cadeau qu'on doit payer soi-même. Sur ce plan également, des idées novatrices de la société civile sont les bienvenues. Une taxation des transactions financières pourrait par exemple générer de nouveaux moyens en vue du financement de biens mondiaux. Mais il s'agit avant tout de détourner des flux d'investissements établis vers des activités économiques durables. Souvent, ces flux ne vont pas dans le bon sens. C'est ici qu'il faut agir pour rediriger ces investissements.

Quels instruments sont déjà disponibles?

La loi actuelle sur le Parlement exige aujourd'hui déjà du Conseil fédéral une étude de compatibilité intergénérationnelle pour chaque projet de loi, ce qui signifie qu'une étude d'impact de durabilité est en fait déjà obligatoire. Mais on ne le fait ni rigoureusement, ni ne l'exige de manière adaptée.

Alliance Sud a déjà mené de premières discussions internes sur la coordination de la société civile. Mais elle s'est rapidement aperçue qu'une large coordination devait aussi profiter d'une plus large assise. La mise en place d'une plateforme Agenda 2030 est esquissée au titre de vision.

Tous estiment qu'il faut encore un gros effort en termes de sensibilisation, vers l'intérieur, dans nos propres organisations, mais aussi vers l'extérieur, auprès du grand public et d'autres acteurs.

Dans le débat qui suit, la question de la manière de relier des campagnes en cours avec l'Agenda 2030 s'est souvent posée. Selon divers participants à la table ronde, la lutte contre l'accord TISA et le partenariat TTIP par exemple est facile à lier à l'Agenda 2030. Et la revendication de standards environnementaux et sociaux dans des accords de libre-échange contribue de façon générale à l'Agenda 2030. Le problème des partenariats public/privé (PPP) est de toute manière étroitement lié à l'Agenda 2030. Il s'agit sur ce point d'élaborer les conditions générales dans lesquelles de tels PPP peuvent devenir un instrument judicieux. On insiste en outre sur le fait que les droits humains constituent un précieux facteur de rattachement et que des traités relatifs aux droits humains contiennent déjà des mesures contraignantes à propos de divers objectifs.



Groupes de travail

L'après-midi, les questions suivantes ont été débattues dans 6 groupes de travail:

- 1 a) Qu'attendez-vous de l'Agenda 2030 et quelles chances concrètes y voyez-vous?
- 1 b) Quels risques et défis concrets percevez-vous?
- 2 a) Comment exiger une mise en œuvre globale?
- 2 b) Quelles possibilités et formes de coopération de la société civile percevons-nous?

Les résultats ont été très contrastés ; on trouvera ci-après une tentative de synthèse des points le plus souvent mis en évidence et les éléments à propos desquels un consensus s'est dégagé.

Attentes et chances

L'universalité de l'Agenda 2030 a été plusieurs fois citée comme une belle opportunité. On voit par exemple comme une chance le fait qu'un dialogue doive se nouer entre les pays du nord et du sud sur des « récits » de développement. Tous les participants doivent se poser la question de savoir ce que signifie une voie de développement judicieuse.

Avec ses interconnexions, l'Agenda offre une approche holistique. Il peut faire sortir de son relatif isolement des thèmes comme l'environnement et souligner les connexions vers d'autres thèmes du développement durable. Dans cet esprit, il offre la possibilité d'une sensibilisation à la complexité et il est en outre un engagement à la cohérence politique pour un développement durable. Les intérêts contradictoires peuvent aussi ouvrir des portes sur des thèmes nouveaux. Simultanément, il offre spécifiquement des objectifs des plus intéressants : ont été par exemple cités des thèmes dans le domaine des personnes avec handicap ou de l'égalité de droit entre les femmes et les hommes et de l'égalité salariale.

L'Agenda 2030 a le potentiel d'être utilisé comme outil politique et aide à l'argumentation. Même s'il n'est juridiquement pas contraignant, il a pour le moins une grande force symbolique et offre l'opportunité d'une utilisation commune comme société civile. L'Agenda 2030 peut dans cet esprit servir à la communication et à la sensibilisation du grand public. Il peut aussi servir à exercer une pression politique. Au titre de cadre de référence englobant divers domaines avec de nombreux liens transversaux, il peut également lancer un pont entre des acteurs de la société civile bénéficiant d'expertises très spécifiques. C'est aussi un outil pour une réflexion organisationnelle interne.



Risques et défis

La diversité des thèmes de l'Agenda 2030 perçue plus haut comme une chance, et les interconnexions entre ces thèmes, a toutefois aussi été vue comme un risque. La communication liée à l'agenda en est rendue plus ardue. La complexité, qui est une chance, lance aussi un défi à la communication.

Le risque de fragmentation est réel. Se pose en outre la question des modalités de mise en œuvre de l'Agenda 2030, des moyens à préparer à cette fin et de savoir comment réaliser un suivi de la mise en œuvre d'un catalogue d'objectifs aussi diversifié. Il a été souligné que le risque d'une dispersion dans l'esprit de *divide et impera* pouvait aussi être utilisé contre les acteurs qui défendent un agenda holistique. Les divers points spécifiques de l'Agenda peuvent être utilisés à mauvais escient pour des intérêts sectoriels sortis de leur contexte. Il sera en principe difficile de mettre globalement en œuvre les nombreux objectifs secondaires formulés et de faire état de succès.



Certaines zones d'ombre de l'Agenda 2030 ont aussi été identifiées, comme un approfondissement du thème de la migration ou une critique de la notion usuelle de la croissance. On s'est demandé si l'agenda était une réforme à un moment où une transformation serait plus souhaitable. On se demande ainsi s'il est possible avec un tel agenda de rester dans les limites planétaires. Il faudrait peut-être un Agenda 2030+ dans une telle logique.

Fait aussi défaut l'enracinement dans la population suisse et les pays du sud. Un défi majeur sera de faire connaître l'Agenda 2030. Il est peu enraciné, et peu connu, dans l'administration fédérale suisse, en dehors des offices pour le moment directement impliqués (surtout DDC et ARE).

Comment parvenir à exiger une mise en œuvre complète?

Une sensibilisation à large échelle a été jugée nécessaire. Il faut que l'agenda soit connu pour que des exigences puissent être émises à son propos. Un document (récit) commun simple devrait être élaboré, au service de la sensibilisation, et se prêtant à une communication aisée. La sensibilisation peut être activée à l'appui d'activités de formation, de campagnes, etc. On a évoqué divers niveaux : la sensibilisation interne à la Confédération et un meilleur degré de connaissance dans les cantons et au plan local. La question de savoir s'il serait judicieux d'exiger un autre enracinement, institutionnellement plus fort, de l'Agenda 2030 dans l'administration fédérale a été soulevée.

Des activités de lobbying seront nécessaires pour activer la sensibilisation et exiger une certaine cohérence. Il a été proposé dans ce contexte d'effectuer une étude de la durabilité des projets à venir, du programme de la législature et/ou des objectifs du Conseil fédéral. Lier des exigences thématiques concrètes (p. ex. avec les achats publics, les accords de libre-échange, etc.) avec l'Agenda 2030 est aussi imaginable. Pour activer la mise en œuvre, il faudra encore connaître et nommer le *disabling environment*. Cela peut par exemple passer par des exigences en termes de « reporting ».

Possibilités et formes de la collaboration

Sur les six groupes, cinq ont perçu la possibilité d'établir une plateforme, souvent en lien avec un groupe de pilotage / « noyau dur » et des groupes de travail axés sur des thèmes spécifiques. La nécessité de coordonner une telle plateforme a été signalée, par exemple à l'appui d'un secrétariat. Une telle plateforme pourrait rédiger une charte des membres ou une déclaration commune, et concevoir un plan

d'action ou de travail. Il doit s'agir d'une sorte « réseau des réseaux ». Elle ne doit pas former de nouvelles structures parallèles à celles existantes mais partir de ce qui existe déjà. De plus, elle doit être ouverte à des organisations de toutes tailles et au dialogue avec d'autres acteurs de la société civile comme la science, la formation, la culture et certains représentants du secteur privé. Les groupes de travail doivent être plutôt perméables et doivent pouvoir créer leur propre dynamique. Dans ces groupes pourraient être rassemblées les expertises sur divers thèmes des organisations de la société civile. Des ressources ont été citées comme important point de discussion dans l'hypothèse de la création d'une plateforme.

Des interventions parlementaires et prises de position, des activités de lobbying et des papiers de position ont été mentionnés comme activités communes possibles. Un site web a été souhaité plusieurs fois. Un groupe a proposé qu'un site Internet puisse aussi servir à la coordination de la plateforme. Par ailleurs, des rencontres régulières des organisations ont été proposées.

Des rapports alternatifs ont de plus été cités à plusieurs reprises comme possibilité de jeter un regard critique et constructif sur les activités de la Confédération. La fonction de chien de garde de la société civile a été soulignée et citée comme activité supplémentaire possible pour une plateforme. Un conseil de l'avenir de la société civile ou une sorte de conseil consultatif adressant des recommandations au Conseil fédéral a été évoqué plusieurs fois aussi.



Sondage

Un sondage a été effectué dans le prolongement de la conférence. Au total, 21 organisations ont réagi. Elles se sont dites dans leur grande majorité satisfaites ou très satisfaites de la rencontre. Une personne a dit son insatisfaction et une autre sa grande insatisfaction. Les points majeurs ayant prêté le flanc à la critique étaient les suivants : une participation pas encore assez large, trop peu de jeunes impliqués, un processus pas assez participatif et une atmosphère pas suffisamment positive et constructive, mais au contraire par trop critique. Ailleurs, la large participation justement a été à l'inverse louée et l'ambiance générale des personnes présentes jugée positive et constructive. Les possibilités d'une mise en réseau et d'une collaboration sur l'Agenda 2030 ont été jugées en outre vraiment bienvenues.

Une question portait sur les domaines thématiques et organisations dont on désirait aussi la participation. Résultat : il manque en particulier des organisations des domaines des personnes avec handicap, du genre, des droits humains, de la politique sociale suisse et des organisations estudiantines. Ont été explicitement cités notamment Public Eye, Femmes de Paix autour du Monde et Swiss Youth for Climate. Dans les réactions personnelles, le secteur agricole a été mentionné à plusieurs reprises comme faisant défaut.

De plus, 11 organisations des domaines les plus divers se sont dites intéressées à participer à un premier groupe d'accompagnement. Ce groupe doit notamment élaborer des propositions sur la conception possible de la suite de la collaboration.

Bilan & suite à donner

Pour résumer, nous tenons à mettre quelques points en exergue. Rétrospectivement, la conférence a montré l'enthousiasme qui existait pour une collaboration de la société civile dans le cadre de l'Agenda 2030. Les participants se sont engagés dans les discussions et ont pu déjà apporter des expériences multiples de leurs domaines (thématiques) ou des activités menées avec d'autres réseaux et plateformes.

Le mapping effectué à la conférence donne une première impression des nombreuses interconnexions entre les divers ODD. Pour tenir compte de ces relations, un échange et une collaboration dépassant le carcan des domaines thématiques traditionnels s'avère nécessaire. Le vœu d'une collaboration renforcée, par exemple partant de plateformes et réseaux déjà en place, a été exprimé dans tous les groupes de travail. Ont été cités notamment comme domaines de tâches : l'apprentissage mutuel et l'échange entre les organisations, la sensibilisation du grand public et d'autres acteurs (administration, économie privée, milieux scientifiques et politiques), ainsi que l'incidence à exercer sur l'administration (accompagnement critique du processus) et sur la politique intérieure et étrangère suisses.

Dans le sondage mené dans le prolongement de la rencontre, plusieurs organisations ont dit leur intérêt à participer au développement d'une plateforme. Lors de la phase suivante, Alliance Sud, le KOFF, l'USS et l'Alliance-Environnement élaboreront avec les personnes / organisations intéressées des concepts sur l'organisation possible de la collaboration future. Dans le cadre d'une conférence de suivi vraisemblablement convoquée en avril / mai 2017, ces concepts seront soumis aux organisations intéressées afin de pouvoir lancer les activités communes.



Annexe 1:

Liste montrant quelle organisation travaille sur quels ODD

<p>1 NO POVERTY</p> <ul style="list-style-type: none"> Action de Carème/ Fastenopfer Caritas Schweiz CBM Christoffel Blinden Mission Commundo Helvetas SGB/USS Stoparmut.ch Swisscontact 	<p>6 CLEAN WATER AND SANITATION</p> <ul style="list-style-type: none"> Greenpeace CH Heks Helvetas Pro Natura VPOD WWF 	<ul style="list-style-type: none"> Stoparmut.ch Swissaid Think-Pact DANACH/Zukunft
<p>2 ZERO HUNGER</p> <ul style="list-style-type: none"> Biovision Heks 	<p>7 AFFORDABLE AND CLEAN ENERGY</p> <ul style="list-style-type: none"> Greenpeace CH WWF 	<p>13 CLIMATE ACTION</p> <ul style="list-style-type: none"> Greenpeace CH Helvetas md platform WWF
<p>3 GOOD HEALTH AND WELL-BEING</p> <ul style="list-style-type: none"> Netzwerk Medicus Mundi Schweiz terres des hommes schweiz VPOD 	<p>8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH</p> <ul style="list-style-type: none"> Brücke - Le Pont euforia Helvetas SGB/USS Solidar Suisse Think-Pact DANACH /Zukunft Unia VPOD 	<p>14 LIFE BELOW WATER</p> <ul style="list-style-type: none"> WWF
<p>4 QUALITY EDUCATION</p> <ul style="list-style-type: none"> Bildungscoalition Caritas Schweiz euforia Helvetas Swiss Academy for Development WWF 	<p>9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE</p> <ul style="list-style-type: none"> Greenpeace CH md platform Pro Natura 	<p>15 LIFE ON LAND</p> <ul style="list-style-type: none"> Birdlife Schweiz Greenpeace CH Helvetas Pro Natura WWF
<p>5 GENDER EQUALITY</p> <ul style="list-style-type: none"> Dachverband Regenbogenfamilien FGC Frauen für den Frieden Schweiz Stoparmut.ch terres des femmes schweiz terres des hommes schweiz Unia VPOD 	<p>10 REDUCED INEQUALITIES</p> <ul style="list-style-type: none"> FGC SAJV - CSAS SGB/USS 	<p>16 PEACE, JUSTICE AND STRONG INSTITUTIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> Alliance Sud Caritas Schweiz GfbV Heks Helvetas humanrights.ch KOFF md platform Schweizer Friedensrat Swissaid terres des hommes schweiz Travail Suisse VPOD
<p>11 SUSTAINABLE CITIES AND COMMUNITIES</p> <ul style="list-style-type: none"> Brot Für Alle Think-Pact DANACH/Zukunft VPOD WWF 	<p>12 RESPONSIBLE CONSUMPTION AND PRODUCTION</p> <ul style="list-style-type: none"> Arbeitskreis Tourismus und Entwicklung euforia 	<p>17 PARTNERSHIP FOR THE GOALS</p> <ul style="list-style-type: none"> Alliance Sud Biovision EIRENE Schweiz Fedevaco KOFF Unité

Annexe 2:

Programme

Conférence au sujet de

La mise en œuvre de l'Agenda 2030 : quel rôle pour la société civile ?

Date: **18 octobre, 10h15-16h30**

Lieu: **Progr, Waisenhausplatz 30, 3011 Bern**

Participant-e-s: **env. 50, collaborateurs/collaboratrices des ONG et syndicats**

La conférence aura lieu en allemand et français. Une traduction n'est pas prévue.

	Sujet	Commentaire
09:45 - 10:15	Arrivée et café	
10:15 - 10:30	Ouverture et présentation des organisations qui invitent	Sidonia Gabriel, KOFF
10:30 - 11:00	Exposé sur l'Agenda 2030: quelles chances, quels risques? Où en sont les processus globaux et nationaux en matière de la mise en œuvre?	Eva Schmassmann, Alliance Sud
11:00 -12:00	Les 4 organisations qui invitent présentent leurs perspectives et visions vis-à-vis de l'Agenda 2030 Avec: Friedrich Wulf, Alliance-Environnement; Mark Herkenrath, Alliance Sud; Sidonia Gabriel, KOFF; Vasco Pedrina, USS.	Animation : Franziska Sigrist, Swisspeace
12:00 - 12:30	Questions, discussion au plénum	
12:30 - 13:20	Lunch et échanges informels	
13:20 - 13:30	Introduction dans les travaux en groupes	Animation : Daniel Hitzig
13.30 --14 15	Discussions en groupes : 1 a) Quelles sont vos attentes vis-à-vis de l'Agenda 2030 ? Quelles sont les chances concrètes que vous voyez ? 1 b) Quels sont les risques et défis que vous identifiez ?	Groupes à 10, dont minimum un groupe francophone.
14:15 -14:35	pause café	
14:35 -15:30	Discussions en groupes : 2 a) Comment une mise en œuvre complète peut être assurée ? 2 b) Quelles sont les possibilités et les formes de coopération pour la société civile ?	Suite de discussion dans les mêmes groupes
15:30 - 16:15	Brève présentation des résultats par les groupes Discussion	Rapporteurs/rapporteuses des groupes
16:15 - 16:30	Bilan et clôture	Eva Schmassmann, Alliance Sud

Annexe 3:

Conférence au sujet de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 : quel rôle pour la société civile ?

18. 10. 2016

Liste des participant-e-s

Organisation	Nom
Alliance Sud	Kathrin Spichiger
Alliance Sud	Eva Schmassmann
Alliance Sud	Mark Herkenrath
Alliance Sud	Sara Frey
Alliance Sud	Daniel Hitzig
Alliance Sud	Jürg Staudenmann
Amnesty International	David Cornut
Arbeitskreis Tourismus & Entwicklung	Christine Plüss
Bildungscoalition	Ueli Bernhard
Biovision	Michael Bergöö
BirdLife Schweiz	Werner Müller
Brot für alle	Bruno Stöckli
Brücke · Le pont	Andreas Jahn
Caritas Schweiz	Marianne Hochuli
Caritas Schweiz	Patrik Berlinger
CBM Schweiz	Mark Schmid
Comundo	Teres Steiger
Dachverband Regenbogenfamilien	Martin della Valle
DCAF	Claudia Micciché
DANACH	Manuel Lehmann
Eirene Suisse	Béatrice Faidutti Lueber
Euforia	Théodore Fischer
Fastenopfer	Sophie de Rivaz
Fédération genevoise de coopération - FGC	Maribel Rodriguez
Fédération genevoise de coopération FGC	Michaela Büschi
Fédération vaudoise de coopération -FEDEVACO	Alexandre Cavin
Frauen für den Frieden Schweiz	Agnes Hohl
Gesellschaft für bedrohte Völker	Christoph Wiedmer
Greenpeace	Asti Rösle

HEKS	Rahel Hürzeler
Helvetas	Geert van Dok
humanrights.ch	Matthias Hui
KFPE	Jon-Andri Lys
KOFF/Swisspeace	Sidonia Gabriel
Network Medicus Mundi Schweiz	Martin Leschhorn
Plattform Migration and Development	Peter Aeberhard
Pro Natura/ Umweltallianz	Friedrich Wulf
SAJV-CSAJ	Sophie Neuhaus
Schweizerischer Friedensrat SFR	Peter Weishaupt
Schweizerischer Gewerkschaftsbund - SGB	Vasco Pedrina
Schweizerischer Musikverband - SMV	Beat Santschi
Solidar Suisse	Zoltan Doka
Stiftung Zukunftsrat + Baustelle Zukunft	Robert Unteregger
Stiftung Zukunftsrat + Baustelle Zukunft	Vincent Hey
StopArmut	Peter Seeberger
Swiss Academy for Development - SAD	Daniel Matter
SWISSAID	Fabian Urech
Swisscontact	Katrin Schnellmann
Swisspeace	Franziska Sigrist
terre des hommes schweiz	Andrea Zellhuber
terre des hommes schweiz	Franziska Lauper
Terres des femmes	Natalie Trummer
Travail.Suisse	Hélène Agbémégnah
UNIA	Rita Schiavi
Unité	Raji Sultan
vpod	Katharina Prelicz-Huber
WWF	Matthias Diemer
WWF	Simon Zysset